

**Conférence internationale sur le fédéralisme  
Mont-Tremblant, octobre 1999**

---

**Séance 5) Tribune de discussion : Les nouvelles voies du fédéralisme**

**CENTRALISME ET ALIÉNATION**

**Wole Soyinka**

**Écrivain et lauréat du prix Nobel de Littérature (1986), Nigéria**

Le major-général Aguyi Ironsi, qui prit le pouvoir en janvier 1966 à la suite d'un tragique coup d'état, le premier dans l'histoire du Nigéria, enclenchait un processus dont nous portons aujourd'hui encore les cicatrices. Il émit un édit qui visait spécifiquement à vicier la structure fédérale en lui substituant une structure unitaire, en commençant par l'unification de toutes les structures régionales de services civils, de la police, etc. Nous qui nous considérions progressistes – il faut bien l'admettre – nous étions extatiques. Je me souviens avoir traversé le Nigéria de long en large – je travaillais à l'époque à un film documentaire – et pendant ce voyage, tous les occupants de la voiture avaient la même impression de rouler dans un nouveau pays sorti du chapeau d'un magicien. Tout était soudainement transformé, et nous partagions tous une sorte d'enthousiasme politique qui nous transformait en citoyens, non plus d'un pays quelconque, mais d'une ère nouvelle. Le Nigéria était devenu plus qu'une entité géographique, c'était un espace en devenir.

Mais, à mesure que nous traversions d'autres parties du pays, il ne nous fallut pas bien longtemps, hélas, pour réaliser que notre sensation d'utopie n'était pas uniformément partagée. Dire que nous étions abasourdis serait un euphémisme. Comment pouvait-on ne pas être content de ce projet de fusion nationale. Nous étions sur le point de nous affranchir cet embarrassant stigmate que représentait le tribalisme – désormais, plus de Nord, d'Ouest ou d'Est, plus d'Igbo, d'Efik, de Hausa, de Yoruba, de Tiv, plus d'Ijaw ou de Kanuri – nous étions tous sur le point de devenir un clone synthétique, sans différends entre nous. C'étaient les politiciens qui étaient responsables du régionalisme et de l'ethnicisme d'un temps révolu, et voilà que nous avons été libérés pour découvrir notre véritable identité nationale en écho à la formation progressive d'États à travers le monde – comment pouvait-on ne pas être enthousiaste? Néanmoins, avant même que nous pénétrions les territoires du nord, où des tracts avaient été distribués dans les langues locales pour encourager l'« araba » – la sécession – nos idées s'étaient quelque peu modérées et assagies.

La recherche d'un changement progressif aurait-elle pu emprunter une voie moins suspecte? Le premier aveu, bien sûr, c'est que nous avons été contraints,

subtilement et mentalement – pas soumis à un lavage de cerveau, non, simplement contraints – même pas par des concepts politiques mais par les connotations anthropologiques de la langue du monde externe exprimées par une seule et dangereuse expression – la Tribu! Ou encore le Tribalisme. Il y avait aussi l'apport idéologique, un apport puissant à cette perception aberrante de notre situation. Cette pression idéologique ne proposait pas seulement un modèle socialiste comme chemin logique pour les États émergeant du colonialisme, elle prêchait aussi un socialisme synonyme de centralisme. La leçon de l'Union soviétique, puissante et « anti-impérialiste », était claire; et Marx et Lénine, les deux papes de la nouvelle religion, n'avaient-ils pas exprimé leur mépris absolu du nationalisme mesquin et diviseur qui caractérisait les pays rétrogrades, et l'obstacle qu'il constituait à la réalisation de soi? Les sociétés asiatiques et africaines s'étaient même trouvées rejetées hors du courant historique, incapables qu'elles étaient de réaliser pleinement leur nature sociale. Coincées dans une étroite identité tribale, ces races n'avaient pas – selon l'évangile – transcendé les étapes les plus rudimentaires de l'évolution socio-politique qui leur auraient permis d'entrer dans l'histoire mondiale. Naturellement, nous n'avons aucune envie de rester hors de l'histoire. Dans le même temps, nous refusions délibérément de voir les contradictions présentes au cœur même de l'Union soviétique, qui tenait à vanter officiellement un système fédératif tout en institutionnalisant un centralisme monolithique.

Et puis, il y avait le Ghana, sous Kwame Nkrumah, le premier sur la ligne de départ vers l'indépendance. Et Sekou Toure en Guinée. Pour tous deux, un pays « non-divisé et indivisible » était la seule garantie d'une véritable libération du passé colonial. À titre de démonstration, nous étions témoins de la façon dont le Congo se déchirait lui-même – non pas par la récolte des diaboliques graines semées par le roi belge Léopold – mais du fait du tribalisme. La sécession de Katanga sous Moïse Tshombe soulignait encore plus fortement que les configurations et allégeances tribales des nouveaux pays indépendants, ou en passe de le devenir, étaient le talon d'Achille qui rendait ces pays vulnérables à l'exploitation par les forces capitalistes néo-coloniales, etc. etc. et conduisait tout droit à leur deuxième invasion. Le Congo belge était l'histoire d'horreur ultime, l'anti-modèle, et la doctrine nous enseignait qu'en éliminant les distinctions tribales de toutes les entités coloniales, on assurerait la naissance de la nation.

La vérité, c'est que, parmi ceux de ma génération, beaucoup avaient intellectuellement rejeté la réalité objective et succombé à une démonisation anthropologique de cette réalité objective. Le mot « tribu » était devenu une malédiction, et dans notre empressement à intégrer notre conscience de nous-mêmes au courant principal de l'histoire mondiale, nous voulions y renoncer complètement, nous laver de cet opprobre. Un étranger – particulièrement un Européen ou un Américain (blanc ou noir) – qui demandait plus ou moins directement : « De quel tribu êtes-vous? » avait droit au provoquant « Je suis Africain ». Si l'étranger ajoutait : « D'accord, mais de quelle région? », il devenait un ennemi occulte de l'émancipation politique. Parfois, d'humeur généreuse, nous

admettions l'identité de « Nigérian » ou « Ghanéen », mais, la plupart du temps, c'était « Africain », et malheur à ceux qui insistaient, ne serait-ce qu'un peu, sur cette question d'identité sociale fondamentale – la tribu!

Je parle ici de cette période du grand rêve panafricain, du moins en cette période exaltante que furent la fin des années 50 et le début des années 60. Nkrumah rêvait d'une Union des États africains, dotée d'un Haut Commandement Africain, pour créer une unité continentale. Même les propositions ou les commentaires faisant une distinction entre l'Afrique arabisée et l'Afrique noire au sud du Sahara étaient considérés comme rétrogrades et néocolonialistes, presque des actes de trahison. C'était une vision noble, agressive et exaltante. Sous cette perspective, l'Afrique était divisée sur une base non pas tribale, mais idéologique – pour commencer, le groupe de Casablanca et le groupe de Monrovia – l'un radical et progressiste, l'autre néocolonialiste et réactionnaire. Aucun de ces groupes ne s'arrêtait beaucoup aux paramètres culturels et historiques de leur adhésion, pas plus qu'il n'admettait la nécessité de reconnaître au minimum l'économie interne et régionale et le cheminement historique des micro-nationalités dont ils étaient constitués.

L'Afrique s'organisait du haut vers le bas. Kwame Nkrumah n'avait pas rencontré une princesse égyptienne dont il était tombé amoureux, non, il avait résolu de sceller l'unité du continent africain par la consommation symbolique d'un mariage – l'Afrique noire et le monde arabe – pour effacer, en passant par le lit nuptial, toutes les divergences culturelles et historiques, même le lancinant souvenir des rapports esclavagistes entre les deux mondes. Alors, il demanda officiellement une fiancée à Abdel Nasser, l'intransigent chef de la nation égyptienne. Après cette union continentale symbolique, l'essence de l'unitarisme personnalisée au pinacle du pouvoir politique, il était difficile de reprocher à la génération suivante de n'avoir pas voulu écouter la clameur des soi-disant « tribus » qui cherchaient à faire entendre leur propre voix à l'intérieur des organismes plus petits des pays indépendants.

Il suffit de jeter un coup d'œil aux configurations nationales de la côte ouest de l'Afrique. Le verticalisme des territoires nationaux imposés est en plein conflit logique avec la réalité horizontale des unités nationales organiques et linguistiques. C'est toute l'histoire d'une anomalie qu'il faut considérer comme partiellement responsable à tout le moins de l'hémorragie qui continue d'épuiser la vitalité de cette sous-région. On peut énumérer d'autres causes, mais c'en est une que l'on sous-estime constamment, et il est temps qu'elle soit reconnue dans sa pleine substantialité. C'est cette anomalie qui est en partie responsable des horreurs du Libéria, du Sierra Leone, de la violente désintégration de communautés anciennes et du traumatisme de leur humanité pour des décennies.

La Somalie est-elle vraiment une nation de nos jours? Le Soudan ne peut pas vraiment se considérer comme une nation intégrée; au mieux, c'est une

fédération de fait entre le Nord et le Sud. Il n'est pas dans mes intentions de ressasser longuement l'évidente question des anomalies de frontières, que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a, dans sa froide sagesse, déclaré sacro-saintes et immuables. Ce qu'il importe de souligner, c'est simplement que, qu'on le veuille ou non, les contradictions inhérentes de la société contemporaine – ou même de simples accidents dans l'équité de la gouvernance – soulèveront toujours, dans l'esprit des gens, des questions sur la validité de leur appartenance au pays. Je ne comprends toujours pas pourquoi l'OUA n'a pas encore expulsé l'Érythrée et l'Éthiopie, qui n'ont pas respecté l'immutabilité de leurs frontières coloniales – mais on reparlera, je l'espère, de la crise de la Corne de l'Afrique avant la fin de cette Conférence. C'est un furoncle suppurant qu'il faut rapidement percer, et nous pourrions faire pire que de proposer une initiative quelconque, quelle que soit la nature apparemment insoluble d'un conflit qui tient en échec l'OUA et l'ONU.

Pour moi, la nature fondamentale du problème – pour le continent africain du moins – est de trouver comment amener une réconciliation interne des mésalliances évidentes que renferment les entités nationales, comment réconcilier des peuples qui ont une histoire bien distincte avec les conséquences de la timidité, de l'arbitraire colonial, le manque de volonté, l'incapacité des dirigeants de la première génération de s'attaquer courageusement aux lignes de faille d'un continent qui suivent souvent ces mêmes frontières dont ils avaient hérité – ou qui y trouvent leur origine. Ce processus de réconciliation peut prendre différentes voies; l'une de ces voies passe par la reconnaissance d'entités semi-autonomes à l'intérieur du cadre actuel de la nation. Ce n'est bien sûr pas sans danger, et s'il existe jamais un modèle pour l'étude détaillée des dangers encourus, c'est évidemment l'histoire complexe et torturée de la Yougoslavie, et les conséquences de volontés nationalistes extrêmes qui ont amené ses nationalités à rivaliser avec le Sierra Leone, le Rwanda, la Somalie et le Sri Lanka dans le domaine de l'auto-mutilation nationale. Le plus difficile toutefois, face à cet anti-modèle, c'est de tirer les bonnes leçons de son calvaire. L'une de ces leçons – à part une histoire complexe – porte naturellement sur le rôle disproportionné que les inclinations personnelles, voire la psychologie de politiciens ivres de pouvoir, jouent dans leur seul intérêt en manipulant les différences présentes dans les États-nations. Le sujet constitue à lui seul un champ d'étude critique, et il est évidemment impossible de le traiter correctement dans le contexte de cette communication.

Quel est le but ultime de cet appel à une conférence nationale que l'on entend sans cesse au Nigéria aujourd'hui, une conférence nationale avec ou sans le « Souverain ». Qu'est-ce que les gens veulent dire lorsqu'ils répètent : il faut restructurer la nation? Ils veulent tout simplement dire qu'il faut revoir les rapports entre les parties et le tout, et entre les parties entre elles, mais, de l'intérieur cette fois, en toute liberté, en égaux, et en partant de l'idée qu'il faut faire ressortir les avantages de demeurer ensemble et de travailler à l'élimination de tous les obstacles à une coexistence perpétuelle. D'un point de vue négatif, ils

disent que l'expérience de l'unitarisme et du centralisme a déjà été tentée, et qu'elle a échoué d'une manière retentissante. L'unitarisme a, en fait, pris la forme d'un paradoxe, puisqu'il s'est avéré créer non pas l'unité, mais au contraire, la division. Nous nous retrouvons dans une période où il faut bien reconnaître un échec monumental, celui de la définition très antisociale d'un système de gouvernement trop centralisé, celui d'une structure aliénante à l'égard des gens pour lesquels la société, et donc la nation, avait été bâtie ou inventée. L'échec du centralisme a été manifestement démontré, non seulement par la chute de l'Union soviétique, mais encore par l'échec évident de son système économique, produit du centralisme. Si Slobodan Milosevic pouvait retourner à la case départ, il n'est pas impossible d'imaginer qu'il conviendrait que, tragiquement, particulièrement dans la crise du Kosovo, c'était la voie de la fédération qu'il aurait fallu emprunter. Même chose au Sri Lanka! Aujourd'hui encore, le Nigéria flotte entre le réalisme et le legs de l'unitarisme imposé par une armée discréditée.

Il était jadis possible de considérer l'État comme une expression de la volonté monarchique, et le monarque comme l'incarnation en fait de l'État, le soleil par lequel la vie elle-même se répandait sur la population. Nous connaissons tous le destin des partisans les plus tenaces de cette doctrine. La notion de l'État comme incarnation d'un Idéal, ou d'un Esprit, reflétant le cours de l'histoire a, elle aussi, épuisé son crédit en son temps. L'Idéal faisait parfois corps avec le monarque – surtout les rares qui furent « éclairés ». La plupart du temps, il conservait toutefois sa nature distante et pure sous la forme d'une Pensée impénétrable ou d'un Principe Divin dont le monarque parfois, ou parfois un souverain pontife, ou même les deux à la fois, ensemble ou en collaboration, devenaient des incarnations infaillibles. L'État terrestre était alors perçu comme une pâle copie du royaume paradisiaque dont la perfection absolue était le but auquel aspirait la société humaine. Il existe des sociétés qui ressuscitent et recyclent constamment ce rêve antihumain d'un Idéalisme Spirituel dont les représentants terrestres se prétendent les souverains pontifes et interprètes de la volonté divine – vous trouverez leurs impitoyables successeurs en Afghanistan. Et, bien sûr, le monde a été soit hypnotisé soit terrifié pendant les trois quarts de ce siècle par l'Idéal de l'Utopie dont la défense revenait à une élite, les tenants du matérialisme dialectique de la formation des classes dont l'immanence a coûté la vie à des millions de personnes – depuis les intellectuels « révisionnistes » jusqu'aux paysans confondus. L'histoire fonctionnait sur un mode perceptiblement mécaniste, étape par étape, s'élevant dialectiquement vers l'apogée de l'Idéal où toutes les contradictions sociales seraient résolues et l'humanité émergerait en un paradis égalitaire, sans classes.

Mais qu'ont toutes ces étapes en commun? Le centralisme du pouvoir, bien sûr, l'éradication de la diversité dans les mœurs sociales, dans les initiatives de développement, dans les cultures, dans la conduite – et parfois même dans le vêtement, comme en témoigna l'Utopie de Mao Tse Toung; ou l'opéra comique du pathétique aventurisme marxiste de la République du Bénin; ou, plus horrible,

la terreur marxiste de Miriam Mengistu en Éthiopie, sans oublier la terreur sacrée des Taliban. Dans toutes ces situations, nous rencontrons l'absurde extrême de la conformité centraliste dans des domaines qui vont jusqu'à l'habillement et la longueur déterminée de la barbe – quelque vertu mystique dans ces deux formes d'expression extérieure qui projettera sans doute l'humanité vers un état idéal de parfaite sociabilité. La mentalité centraliste s'oppose non seulement à la diversité mais aussi à la créativité et à l'initiative humaines. Ses attributs – l'uniformité et la conformité – ne constituent pourtant pas une fin en soi, mais de simples instruments de l'objectif ultime : le pouvoir, l'absolutisme, la domination et le contrôle de la majorité par l'élite.

C'est pourquoi nous nous voyons tenus de dénoncer le mensonge. C'est pourquoi, en cette fin de siècle, de millénaire, nous nous voyons dans l'obligation de clamer que le credo centraliste propagé par les idéologues et les théologiens politiques est une entreprise de mystification qui n'a servi qu'à assurer la carrière des avocats du pouvoir aliéné. Pour nous, l'Idéal, c'est l'espace humain qui donne le pouvoir aux citoyens à tous les niveaux de l'organisation sociale et permet un épanouissement total de leur potentiel humain, comme individus et comme membres d'une unité fondamentale de la société. Les systèmes de gouvernance les plus favorables à cette évolution peuvent sembler prosaïques, mais leur banalité assure que la réalité palpable de l'existence n'est pas sacrifiée à quelque notion obscurantiste de l'Idéal; elle assure aussi que l'on trouvera cet Idéal dans le processus même de régénération du citoyen par lui-même, la richesse des identités résidentes dans la communauté à laquelle ce citoyen ou cette citoyenne appartient, et la sécurité d'un système qui réussit à concilier le domaine autonome de l'autorégénération à une identité collective et à un partage équitable des fruits d'une collaboration productive. Bref, un régime stable et généreux, une assemblée de partenaires et d'égaux, pas un système abstrait servi par des unités serviles. Si ce siècle de Rwanda, de Somalie, de Sierra Leone, de Libéria, de Congo, d'Union soviétique et autres Yougoslavie nous a appris quelque chose, c'est que l'appât du pouvoir centralisé doit céder le pas à sa diffusion parmi les peuples à des niveaux de responsabilité qui varient d'un pays à un autre du simple fait de leur histoire différente et même de leur démographie. Si l'on ne tient pas compte de ce principe, on continuera à effriter le ciment qui retient ces peuples ensemble. La République de Chine, seul empire monolithique puissant qui survive encore, semble avoir commencé, elle aussi, à le comprendre, même si c'est atrocement lent. C'est sans aucun doute la prochaine génération qui nous dira si elle est capable de saisir pratiquement et complètement cette sagesse à temps pour assurer la survie de sa cohésion.

La démographie, bien sûr, n'est pas la seule considération. En réalité, il faut bien admettre qu'on ne peut imaginer le Timor Oriental, la Gambie, le Libéria, le Liechtenstein ou Monaco songeant seulement à adopter une structure de gouvernance fédérale sans tomber dans le ridicule. Mais la dynamique interne et l'histoire différent de manière impondérable d'une société à une autre, et celles d'un petit pays comme la Gambie pourraient très bien correspondre à celles d'un

vaste territoire et d'une conglomération de peuples comme la République de la Chine. Tout État-nation a des caractéristiques qui lui sont propres et, bien sûr, partage des caractéristiques avec beaucoup d'autres. Le dénominateur commun à tous est toujours le même – l'humanité. C'est par et pour le meilleur-être de cette unité dynamique que la société a été créée, et c'est pour cette entité, dans la sagesse acquise au cours des millénaires, que les systèmes de gouvernance doivent s'adapter. La dépendance du sommet de l'organisation sociale s'est avérée n'être rien d'autre que de l'idolâtrie moderne : à la base de la pyramide même du pouvoir représentatif – c'est là que nous devons chercher l'Idéal.

Il existe un proverbe Igbo que mon compatriote Chinua Achebe affectionne – mais il ne faudrait pas le tenir responsable d'une interprétation inexacte de ma part –, et qui résume ce qui constitue une approche équitable à la dynamique de la gouvernance. « L'aigle doit se percher. Le faucon doit se percher. Si l'un des deux dit que l'autre ne le devrait pas, qu'il se casse l'aile! » Adapté au contexte actuel, l'adage pourrait devenir : « La tribu doit parler. La nation doit parler. Si l'une des deux ose refuser à l'autre la parole, qu'elle se casse la mâchoire! »

---

**Forum of Federations / Forum des fédérations**  
**forum@forumfed.org**

---